

Demande d'information sur la Microfinance en Haïti

BIM n°200 - 23 août 1999
S. Browa – PACT

■ **J'aimerais avoir des informations sur la microfinance (niveau de développement) en Haïti.**

En particulier, je serais intéressé par une brève description de l'état des lieux, les noms des organisations aussi bien internationales que locales actuels qui sont les « actrices principales », les opportunités pour le secteur privé dans la micro finance et le rôle de la banque centrale, et des noms/contacts de consultants et d'organisations travaillant actuellement dans la micro finance en Haïti pour collaboration.

RE: Demande d'information sur la Microfinance en Haiti

24 Aug 1999 (A. Nègre – Planet Finance) - <anegre@planetbank.org>

- > PlaNet Finance a realise l'évaluation et la notation de l'institution COD/EMH (Programme de developpement de l'Eglise Methodiste d'Haiti), selon la methodologie GIRAFE. Marché de la microfinance.
- > IPC (Internationale Projekt Consult, GmbH) a realise recemment une etude du marche de la microfinance en haiti. Ils estiment que la moitie de la population au chômage (60 % de la population active, soit 3 millions de personnes) a developpe son propre commerce, soit 1,5 millions de microentreprises. Il est important de noter que ce marche se compose de plusieurs niches, plus ou moins faciles a couvrir (couts de transport et d'infrastructure tres importants en Haiti).

Le secteur de la microfinance devient tres actif en Haiti :

- > Developpement des programmes de Banques Communautaires -banques villageoises - (COD/EMH, plus large portefeuille; FINCA Haiti; ACLAM (world Concern); FODEPE (World Vision)). Les regions d'activite des differents programmes commencent à se chevaucher.
Contact : Inette Durandis, Directrice Generale COD/EMH (idurandiss@hotmail.com)
- > Crédit individuel (deux institutions)
- > Les banques commerciales entrent aussi sur le marche, notamment la BUH (Banque de l'Union Haitienne) qui a deja un portefeuille de prets consequent, et la SOGEBANK.
- > USAID finance le projet PRET, fonds de garantie géré par des consultants DAI (contact : Robert Dressen, Directeur, robert.dressen@dai.com et Alexia Latortue, responsable de crédit PME, alexia.latortue@dai.com) :
Appui aux banques commerciales

Appui aux ONG : formations, procédures

- > Banque Interamericaine de Developpement : formation et financement (contact : Ralph Denizé, ralphd@iadb.org)
- > PNUD : contact : Maria Paula Carvajal : maria.paula.carvajal@undp.org
- > Roosevelt Saint Dic, Directeur General du FDI (Fonds de Developpement Industriel) cherche à mettre en place un programme de microfinance dirige vers les petits industriels. : rsaintdic@yahoo.com
- > Vous pouvez aussi contacter John Currelly, consultant ayant réalisé plusieurs evaluations de programmes en Haiti : jcurrelly@acn.com

■ **Re : Demande d'information sur la Microfinance en Haiti**

24 Aug 1999 De : "Emily Schubert"

<eschubert@freefromhunger.org>

Dans le cadre du PNUD, Freedom from Hunger, en partenariat avec World Relief (Secours Mondial), est le prestataire de service technique international pour le programme MicroStart en Haïti. Pour ce programme, Freedom from Hunger prévoit de travailler avec 5 ou 6 institutions microfinancières pour renforcer et améliorer leur capacité de livrer les services rentables des banques villageoises. D'ailleurs, nous aiderons quelques organisations à introduire le produit Crédit avec Éducation de Freedom from Hunger. On prévoit de démarrer ces activités en novembre prochain.

Si vous avez des questions de ce programme, veuillez contacter Emily Schubert à eschubert@freefromhunger.org

■ **Re: Demande d'information sur la Microfinance en Haiti**

24 Aug 1999 (MAIN)

<main@ci4.africaonline.co.ci>

Contacts :

- > SIDI : 47, quai des Grands Augustins 75006 Paris (France)
Tél. : 00 33 1 40 46 70 00
Fax : 00 33 1 46 34 81 18
- > Bernard Taillefer : email : Btaillefer@aol.com

■ **Re: Demande d'information sur la Microfinance en Haiti**

25 Aug 1999 De: BTAILLEFER@aol.com

Un ami du Cod a recensé plus de 100 « bric à brac » (le mont de piété à la façon SUD) sur 3 kilomètres dans une petite ville de l'Artibonite où les populations désireuses de financer un besoin (l'école de l'enfant, la maladie), déposent leurs objets en gage pour avoir un peu d'argent liquide en retour. Un ami musicien a déposé récemment sa guitare pour 128 gourdes (8 US\$) chez le bric à brac, de quoi payer les médicaments de son enfant.

Au-delà de cette anecdote, en Haïti, des gens sérieux réfléchissent sur l'action de Jubilé 2000 et se disent que la dette des Etats est à prendre en considération mais aussi la dette des ruraux haïtiens. Chaque paysan est endetté vis à vis d'un usurier. La dette est structurelle, viscérale, enracinée dans la culture. Donne un « microcrédit » pour transformer trois sacs de maïs et le client achètera un seul sac, le reste étant remis à l'usurier.

C'est intéressant la « microfinance ». Sauf qu'il y a les cyclones, sauf qu'il y a la maladie de la paille noire sur le riz, culture essentielle des gens embarqués dans une réforme agraire qui pourrait les aider... pour peu qu'ils plantent et produisent effectivement.

Je ne veux pas parler ici des boat people, façon haïtienne, qui ressurgissent quand les calamités agricoles sont trop fortes. Ou les cyclônes.

Les banques commerciales vont sur le marché de la microfinance ? Attendons pour voir. Les Haïtiens attendent de voir la formule miracle IPC.

Il est une chance pour Haïti : des gens profondément impliqués dans le développement. Alice Nègre a raison de citer Inette Durandis de COD-EMH. L'organisme de développement de l'Eglise Méthodiste qu'elle dirige (12000 personnes, mais cela change tous les jours), a développé un réseau de banques communautaires où on réfléchit sur l'environnement, sur la mobilisation des membres, sur leur implication personnelle dans la maîtrise des outils financiers. A côté d'Inette Durandis, coordinatrice de COD-EMH, il y a Danièle LUSTIN, qui anime GRAIFSI, une ONG qui fait du crédit aux individus et aux organisations paysannes, il y a Paul Duret, qui préside une coopérative d'épargne et de crédit, la CCG, et qui représente le Collectif de financement populaire (KOFIP) au sein du Conseil National de financement populaire (KNFP). Tous ces partenaires sont membres du KNFP, instance qui essaie de réfléchir sur des modes de financement adaptés au contexte.

Haïti a une donnée forte : il est des Haïtiens qui, dans un contexte difficile, se battent pour le développement de leur propre pays et disposent de compétences théoriques qui leur permettent de ne pas confondre un outil limité, le crédit, avec une finalité de développement. Le crédit est un des outils qui permet d'approcher cet objectif. Avec prudence car le crédit peut tuer (Excuse moi, Yunus !).

Le marché de la microfinance en Haïti ? Pourquoi pas ? Pas sans les acteurs locaux. Pas sans une confrontation vraie avec les défis du pays.